

NOMINATIONS DANS LE SECTEUR DES TRANSPORTS

Les syndicats maintiennent la pression sur Ghoul

Démonstration de force hier des syndicats des entreprises du secteur des transports devant le siège de la SGP en charge du portefeuille, sis à Hussein Dey. Leur revendication : dénoncer le forcing initié par le premier responsable du département des transports pour «imposer un cadre de son parti à la tête de l'entreprise Sogral».

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - La solidarité syndicale était hier au rendez-vous dans le secteur des transports. L'appel lancé par le conseil syndical de Sogral (entreprise en charge de la gestion des gares routières) a été massivement suivi par les différentes structures du secteur des transports. Ainsi, les cadres syndicaux des secteurs des ports, des chemins de fer, du transport maritime, du transport routier, de la RSTA, d'Air Algérie pour ne citer que ceux-là ont répondu massivement à l'appel de solidarité lancé par leurs camarades de Sogral.

Ces derniers ont décidé d'observer, hier, devant le siège de la SGP, «la mise en œuvre de la circulaire ministérielle (13/2530/SG/MT-2013)», dont l'objectif principal est celui de «la remise en cause de l'autonomie des entreprises sans consulta-

tion ni information préalable des trois fédérations qui constituent son partenaire social». «Nous avons espéré, que dans le cadre du dialogue et de la concertation préconisés par l'UGTA et tous les pouvoirs publics, une compréhension et un sens de la responsabilité pour la préservation de la stabilité sociale de la part du premier responsable de notre secteur.

Mais hélas, le déroulement des événements fait ressortir un retour du forcing pour imposer une vision unilatérale sans consultation effective du partenaire social», lit-on dans une déclaration rendue publique par la Fédération nationale des travailleurs des transports affiliée à l'UGTA. Selon le secrétaire général du syndicat d'entreprise Sogral Mohamed Yahiaoui, le ministre est en train de bouleverser l'organigramme de Sogral,

notamment au niveau de l'encadrement de l'entreprise, et ce, à des «fins partisans». Selon lui, Amar Ghoul veut s'entourer de militants de son parti politique, TAJ, en les nommant à des postes de responsabilité. L'affaire remonte au 31 décembre dernier, lorsque les représentants des travailleurs ont été informés du «parachutage» d'un nouveau directeur général, désigné directement par le ministre des Transports, alors que «l'entreprise dispose du statut de SPA» et était dirigée, depuis peu, par un DG intérimaire, du nom de Mohand Saïd Charef, qui a l'avantage d'être «un enfant de la maison», puisqu'il a eu à gérer, en sa qualité de DG, l'Entreprise de gestion des services aéroportuaires (EGSA), puis en qualité de DGA à l'Entreprise publique de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa).

«M. Charef est du métier ; il a assuré le poste de DG par intérim depuis le mois de décembre, à la suite de la maladie du directeur général, décédé avant-hier.



Photo : DPA

Le programme d'activité s'est poursuivi avec lui», a expliqué notre interlocuteur. Il a aussi rappelé que l'entreprise Sogral a un agenda non négligeable, puisqu'elle gère quelque 32 gares routières, à l'échelle nationale. Aussi, ce qui pose problème aujourd'hui au syndicat, «c'est qu'Amar Ghoul confonde entre sa fonction de ministre et celle de chef d'un parti politique, qu'il veuille donc imposer un rapport de force partisan qui pourrait menacer le bon fonctionnement de Sogral».

La démonstration de force observée hier, par les cadres syndicaux du secteur des transports se veut selon les représentants des travailleurs, «comme

un avertissement» adressé au ministre des Transports, M. Amar Ghoul. «Devant cette situation nuisible au climat social et à la stabilité de l'entreprise, nous dégageons toutes responsabilités pouvant découler de cette façon de procéder pour imposer un cadre dont le seul profil pris en considération est son appartenance à un parti politique», indique-t-on. Cela dit, la démonstration de force observée hier par les cadres syndicaux du secteur des transports a donné ses premiers résultats puisque l'installation du «cadre» en question qui devait se faire hier, n'a pas eu lieu. C'est dans cette optique, que la Fédération des transports UGTA a demandé à ses adhérents et militants «de rester mobilisés pour faire face à cette nouvelle forme de gestion qui ne s'inscrit guère dans le respect des partenaires et appelle tous les syndicats des entreprises du secteur des transports à rester à l'écoute pour toute éventuelle action en vue de faire entendre leur voix».

A. B.

PASSEPORT BIOMÉTRIQUE

Enfin l'ancrage juridique

C'est désormais chose faite. Le passeport biométrique a désormais une assise juridique. Le texte portant documents de voyage, déposé il y a tout juste quelques jours, était hier présenté aux députés. La rapidité du processus a suscité l'interrogation des députés.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Enfin un ancrage juridique pour le passeport biométrique. Le texte relatif aux documents de voyage a été présenté hier devant des députés ne comprenant pas l'empressement mis pour programmer ces débats.

Une situation expliquée par le ministre de l'Intérieur par le strict respect des procédures qui autorisent le recours à une programmation rapide des textes. Une loi comportant 22 articles qui définissent les

modalités et conditions d'octroi du passeport. Elle consacre officiellement l'abandon de l'enquête policière préalable. En présentant le texte, le ministre de l'Intérieur a fait part de l'intention de son département de présenter de nombreux autres textes dans le cadre de la lutte contre la bureaucratie.

Tayeb Belaïz affirme qu'un listing des documents exigés aux citoyens a fait ressortir que 60% de ces derniers n'obéissaient pas à la logique et n'avaient aucu-

ne assise juridique. La majorité de ces documents ont été supprimés ou sont en voie de l'être. D'autres documents datent des années 70 et étaient devenus avec le temps en contradiction avec la Constitution.

C'est le cas de l'ordonnance datant de 1977 et concernant les documents de voyage d'où son remplacement par le texte actuellement en débat à l'APN. D'autres textes feront également l'objet de révision, notamment ceux concernant l'état civil sans compter un décret qui va réduire le nombre des documents exigés par l'administration de 36 à 13 seulement. Il sera soumis dans deux jours pour approbation au gouvernement. Belaïz promet

également dans le cadre de la lutte contre la bureaucratie l'adoption d'un numéro d'identification nationale et l'adaptation de plusieurs textes avec la Constitution. Très peu de critiques ont émané des députés qui n'ont, selon leurs dires, pas bénéficié de suffisamment de temps pour s'imprégner du texte. Ceux du FFS ont estimé qu'avant de penser au passeport biométrique, il était plus urgent de concrétiser l'Etat de droit et de mettre de l'ordre dans l'état civil. Lakhdar Benkhellaf a, pour sa part, estimé que le véritable débat était ailleurs : avec ou sans passeport biométrique, l'Algérien continuera de voyager avec une allocation touristique dérisoire.

N. I.

ILS RENOUENT AVEC LA PROTESTATION

Les marins d'IBC dénoncent la situation «du provisoire qui dure»

Les marins d'IBC (International Bulk Carriers) ont tenu hier un rassemblement, devant la maison de la presse Tahar Djaout. Un préavis de protestation avant de durcir le mouvement. Ils comptent renouer avec le sit-in, ouvert devant le ministère des Transports pour exiger leur réintégration à la société mère CNAN groupe.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Les 250 marins de la CNAN groupe, ayant été affectés à la société IBC renouent avec la protestation. Ras-le-bol de la situation du provisoire dans laquelle ils se retrouvent, suite au conflit qui oppose la maison mère CNAN avec le groupe

Pharaon ; le personnel naviguant monte au créneau une énième fois pour demander la régularisation de sa situation. «Nous subissons depuis 2011 une procédure de provisoire qui dure» ont dénoncé hier les marins, qui ont tenu un rassemblement devant la maison de la presse Tahar Djaout, Alger.

Youtechane Rabah, SG du syndicat du personnel IBC a rappelé qu'«en 2012, suite à un sit-in devant le ministère des Transports qui a duré plus de trois mois, Amar Tou nous a reçu et nous a donné son accord de principe pour l'ensemble des points soulevés dans notre plateforme de revendications, y compris notre reversement vers la maison mère CNAN groupe». Suite à cette réunion, les marins ont été redéployés temporairement dans

d'autres secteurs maritimes, en attendant de trouver une solution définitive à leur situation. Or, dénoncent les protestataires, «cette situation du temporaire dure depuis 2012».

Un provisoire qu'ils ne comptent plus endurer, disent-ils. «Certains travaillent 2 à 3 mois sur toute l'année et ne perçoivent aucun salaire sur le reste de l'année», ont indiqué les marins qui se disent lésés dans leurs droits. «Nous subissons une situation imposée par les pouvoirs publics.

Nous n'avons jamais eu notre mot à dire quand nous avons été contraints de rejoindre IBC, aujourd'hui c'est nous qui payons les pots cassés. Nous avons été détachés de la maison mère tout en conservant notre statut de permanent

qu'on nous refuse aujourd'hui», ont-ils soutenu. Selon le SG du syndicat du personnel, «il est indécent de demander du temps et de la patience au personnel marin qui vit dans une situation de désespoir au quotidien».

Les marins, qui exigent une réintégration «pure et simple à la société mère CNAN groupe», comptent déclencher d'autres mouvements de protestation, notamment de renouer avec le sit-in ouvert devant le siège du ministère des Transports.

Pour rappel, les huit navires qui assureraient les postes d'emploi pour ces marins sont bloqués depuis plus de trois ans en Grèce et en Malaisie et pour lesquels la compagnie paye les frais de gardiennage.

S. A.